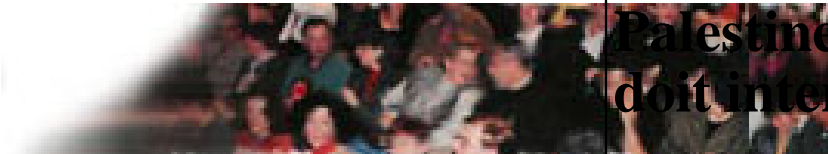


<http://www.france-palestine.org> - Association France
Palestine Solidarité

-- L’Afps, qui sommes nous ? - Communiqués de l’Afps --

Communiqués de
l’Afps



**Contre la guerre totale
israélienne en
Palestine : La France
doit intervenir**

Communiqué AFPS

vendredi 30 juin 2006



Des rassemblements sont prévus à Paris, Lyon, Montpellier, Marseille, Limoges, Metz, Mulhouse...

- ▶ Rassemblement à Paris : dimanche 2 juillet à 16h, à Châtelet (à l'appel de l'AFPS, GUPS, UJFP, MRAP, PCF, CCIPPP, Femmes en noir, LCR, AJPF...). un point fixe est prévu à la manifestation anti-CESEDA du samedi 1 juillet, place Felix Eboué.
- ▶ Rassemblement à Montpellier : samedi 1er Juillet 2006 à 17 h 30 - Place de la Comédie à Montpellier (AFPS 34, APF 34, CCIPPP 34)
- ▶ Rassemblement à Lyon : vendredi 30 juin à 19h, Place de l'Hôtel de Ville - Métro Hôtel de ville (Collectif 69 Palestine)
- ▶ Rassemblement à Limoges : Samedi 1er juillet à 10h00 devant la Préfecture à Limoges (Limousin Palestine)
- ▶ Rassemblement à Mulhouse : samedi 1er juillet à 18h00, Place de la réunion (AFPS 68)
- ▶ Rassemblement à Metz : samedi 1er juillet à 17 heures place d'Armes
- ▶ Rassemblement à Marseille ; samedi 1er juillet à 16h Place de la Préfecture
- ▶ Rassemblement à Perpignan : lundi 03.07 à 18 H devant la préfecture à l'appel du Comité Paix et justice pour la Palestine
- ▶ Rassemblement à Orléans : le 1 juillet à 15h00 Place Martroi

Communiqué de l'AFPS

Mercredi 28 juin, l'armée israélienne a lancé une vaste offensive terrestre et aérienne dans le territoire palestinien de la bande de Gaza surpeuplée. Les raids de l'aviation ont détruit des ponts et des routes, ainsi que la principale station électrique de ce territoire. L'armée a appelé les habitants du nord de Gaza à quitter leurs maisons. Soixante-quatre responsables palestiniens dont 8 ministres et 20 députés ont été kidnappés par l'armée israélienne qui les détient encore.

Le motif officiel de cette agression à grande échelle est l'enlèvement par la résistance palestinienne d'un tankiste israélien. Cet enlèvement intervient après des semaines de terreur israélienne : bombardements massifs et meurtriers (5000 obus et 30 morts en 1 mois) de ces mêmes tanks, de l'aviation et de la marine israélienne sur la bande de Gaza. Et le lendemain de l'enlèvement de 2 résistants à Gaza mais aussi de rafles à Hébron, Naplouse qui ont laissé de marbre la communauté internationale ! La population assiégée de la bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert, était déjà soumise aux pénuries alimentaires et sanitaires aggravées par les sanctions de l'Union Européenne contre le gouvernement des occupés.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'enlèvement du caporal israélien. Dans un important appel, les

dirigeants palestiniens emprisonnés par Israël ont appelé, notamment, à une réorientation de la stratégie de la résistance contre l'occupation, contre la colonisation illégales et contre la violence quotidienne imposée par l'armée israélienne à la population palestinienne : ils en appellent notamment à une mobilisation unifiée, recentrant la résistance dans le territoire occupé, et contre l'armée d'occupation.

Nous ne pouvons à cet égard que nous étonner que la France, officiellement, annonce son engagement total pour faire libérer ce caporal, au nom de sa nationalité française, sans parallèlement ni interroger ce que signifie pour un citoyen français d'effectuer son service militaire dans une armée d'occupation alors même que la France condamne cette occupation illégale, ni jamais s'interroger sur les crimes commis par ses citoyens franco-israéliens colons dans les territoires palestiniens, ni sur le sort réservé aux citoyens franco-palestiniens vivant sous occupation israélienne, et encore indiquer une mobilisation analogue pour la libération des milliers de prisonniers politiques palestiniens, otages de l'arbitraire israélien, et singulièrement des centaines d'enfants aujourd'hui sous les verrous, et les députés palestiniens comme Marwan Barghouti et Hussam Khader kidnappés par l'armée d'occupation et détenus dans le territoire de la puissance occupante, en totale violation de la quatrième Convention de Genève.

Le premier ministre israélien Ehud Olmert a déclaré « user de moyens extrêmes » (sic) pour libérer le caporal de son armée. Ce que Mahmoud Abbas, condamnant l'invasion, a qualifié de « punition collective ».

Le rapt des 64 ministres et élus, lui, intervient également dans un contexte particulier : celui, pour la première fois, d'un accord politique et stratégique entre le Fatah et le Hamas. Cet accord, qui en appelle à l'unité nationale, en appelle aussi à la fondation d'un Etat palestinien dans les territoires occupés par Israël depuis 1967.

La communauté internationale ne s'y est pas trompée qui y a lu une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël dans ces frontières. Reconnaissance dont la réciproque n'est toujours pas à l'ordre du jour puisque, treize ans après les accords d'Oslo, l'Etat d'Israël continue à refuser de reconnaître le droit du peuple palestinien à un Etat indépendant dans les frontières de 1967.

En fait, la volonté affichée du gouvernement israélien de « détruire le gouvernement palestinien » répond à un objectif lui aussi énoncé : fixer unilatéralement les frontières, en intégrant au territoire israélien les grands blocs de colonies, un « grand » Jérusalem, qui s'étend de Ramallah au nord à Bethléem au sud et à Jéricho à l'Est, et aussi la vallée du Jourdain.

En fait, en annexant toutes les zones incluses dans le réseau de murs qui se construit profondément dans le territoire palestinien de Cisjordanie, en violation des recommandations de la Cour internationale de justice et de la résolution des Nations unies d'août 2004. Un objectif aux antipodes du droit international et qui rendrait évidemment caduque toute perspective d'Etat palestinien indépendant et viable. Pour parvenir à un tel objectif, le gouvernement israélien a choisi une stratégie : l'unilatéralisme. En refusant de reconnaître toute légitimité à un interlocuteur palestinien.

Il faut mettre un terme à la guerre imposée au peuple palestinien.

Comme il faut mettre un terme à l'occupation, qui est la première des violences et la source de l'insécurité régionale, à la colonisation, et au siège des territoires palestiniens.

Nous demandons au gouvernement français d'intervenir au sein du conseil de sécurité des Nations unies et auprès de ses partenaires européens pour assurer la protection du peuple palestinien et la libération des prisonniers politiques palestiniens, à commencer par tous les enfants.

Nous demandons au gouvernement français la reconnaissance de la démocratie palestinienne et de ses instances issues des urnes.

Nous demandons au gouvernement français une aide économique conséquente et urgente au peuple palestinien, susceptible de contribuer à mettre un terme aux conséquences du siège israélien, et comme compensation de l'absence de solution politique à une occupation qui n'a que trop duré.

Nous demandons au gouvernement français d'intervenir au sein du conseil de sécurité des Nations unies et auprès de ses partenaires européens pour des sanctions immédiates contre le gouvernement et l'armée d'occupation israéliens, pour que cesse leur impunité.

Nous demandons au gouvernement français d'intervenir au sein du conseil de sécurité des Nations unies et auprès de ses partenaires européens pour la tenue urgente d'une conférence de paix sous l'égide des Nations unies et fondée sur le droit international.

Paris, Le 29 juin 2006.